

Profil du fournisseur et formulaire d'inscription

Section 1 : Détails du fournisseur et informations générales

1. Nom du fournisseur : _____
2. Adresse postale : _____

- Code postal : _____ City : _____
3. Boîte postale : _____
4. Téléphone : _____ Fax : _____
5. Adresse email : _____ Site internet: _____
6. Personne à contacter :
Nom : _____
Position/Title: _____
Numéro de téléphone _____
7. Société mère ou nom du propriétaire : _____
8. Type d'entreprise : Société Anonyme/Limitée ___ Commerçant : ___ Fabricant : ___
9. Année de création : _____
10. Nombre d'employés : Temps plein : _____ Temps partiel : _____
11. SIRET/SIREN No. _____

Section 2 : Informations financières

12. N° de TVA _____ N° de taxe : _____
13. Nom de la banque : _____
14. Compte bancaire (IBAN): _____
15. Nom du compte bancaire: _____
16. Valeur annuelle des ventes pour les 3 dernières années :
2022 : _____ 2021 : _____ 2019 : _____

17. La société a-t-elle été audité au cours des 3 dernières années ?

Oui/Non

18. Si oui, veuillez joindre une copie du rapport d'audit.

Section 3 : Expérience

19. Contrats récents avec l'ONU, des organisations d'aide internationale, des gouvernements ou des entreprises internationales :

Organisation : _____ Date: _____ Valeur : _____

Organisation : _____ Date: _____ Valeur : _____

Organisation : _____ Date: _____ Valeur : _____

Section 4 : Capacité technique

20. Veuillez indiquer les catégories et les articles, ou les services, que votre entreprise vend:

| Catégorie | Article | Article |
|------------------|----------------|----------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Section 5 : Autres facteurs

Si la réponse à l'une des 7 questions suivantes est oui, veuillez expliquer sur une feuille séparée.

21. La société a-t-elle déjà été mise en faillite, ou est-elle en cours de liquidation judiciaire, n'a-t-elle pas conclu un concordat préventif, n'a-t-elle pas suspendu ses activités, n'a-t-elle pas fait l'objet d'une procédure concernant ces questions, ou ne se trouve-t-elle pas dans une situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par la législation ou la réglementation nationale ? **Oui /Non**

22. La société a-t-elle déjà été condamnée pour un délit concernant sa conduite professionnelle par un jugement ayant force de chose jugée.
Oui/Non
23. L'entreprise s'est-elle déjà rendue coupable d'une faute professionnelle grave prouvée par tout moyen ?
Oui/Non
24. L'entreprise a-t-elle déjà manqué à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou au paiement des impôts conformément aux dispositions légales du pays où elle est établie, ou à celles de la France, ou encore à celles du pays où le contrat doit être exécuté ?
Oui/Non
25. La société a-t-elle déjà fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes ?
Oui/Non
26. La société a-t-elle déjà été déclarée en défaut grave d'exécution pour non-respect de nos obligations contractuelles, suite à une autre procédure de passation de marché ou d'octroi de subvention financée par le budget de la Communauté européenne ?
Oui/Non
27. La société a-t-elle déjà été en conflit avec une agence gouvernementale, l'ONU ou des organisations d'aide internationale ?
Oui/Non
28. Indiquez les organisations commerciales ou professionnelles nationales ou internationales dont votre entreprise est membre.
-

Section 6 : Certification

Je, soussigné(e), garantis que les informations fournies dans ce formulaire sont correctes, et qu'en cas de changement, les détails seront fournis dès que possible.

Nom : _____

Cachet de l'entreprise

Signature : _____

Nom en caractères d'imprimerie : _____

Titre/Position : _____

Date : _____

Lieu : _____

Adresse électronique : _____ (*pour un contact à des fins de vérification*)

Numéro de téléphone : _____ (*à contacter à des fins de vérification*)

NOTE : Nous vous informons que la FIDH a décidé de ne pas faire affaire avec des entreprises, ou toute société affiliée ou filiale, qui s'engagent dans des pratiques incompatibles avec le code de déontologie de la FIDH, dont une copie est disponible sur demande.

Veillez signer, parapher chaque page et renvoyer ce formulaire au courriel indiqué sur l'appel d'offres.